

Numéro de consultation :

25-UG04-PA-13

Procédure de passation :

Procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-1)

Marché ordinaire

**Remplacement d'ascenseurs et entretien des
installations pour trois établissements de l'UGECAM BFC
en région Bourgogne-Franche-Comté**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)**

**Lot 3 : Remplacement de trois ascenseurs et
maintenance associée pour l'EHPAD de Belfontaine,
situé au 3 rue George Bourgoin, 21121 Fontaine-les-Dijon**

SOMMAIRE

1 – Présentation de l'établissement	3
2- Objet du marché.....	3
3 – Normes et règlements applicables.....	4
4 – Prestations attendues	5
4.2 – Description des équipements souhaités	6
4.3 - Accessibilité aux personnes à mobilité réduite des installations.....	6
5 – Travaux en site occupé	7
6 – Organisation du chantier de remplacement des ascenseurs	7
6.1 – Disposition générale	7
6.2 – Sécurité lors des travaux	7
6.3 – Dépense à prévoir	8
6.4 – Horaires, nuisances et sécurité incendie	8
6.5 – Habilitation du personnel	8
6.6 – Zone de stockage.....	9
6.7 – Responsabilité du Titulaire	9
7 – Essais et réception des installations.....	9
8 – Documents conformes à l'exécution	10
9 – Condition de garantie des installations	10
10 – Délai de livraison et planning d'exécution des installations	11
11 – Entretien maintenance des installations	11
11.1 – Maintenance préventive	11
11.2 – Délais d'intervention.....	13

1 – Présentation de l'établissement

Présentation de l'établissement destinataire des prestations objet du présent document :

L'Établissement d'Hébergement de Personnes Âgées Dépendantes depuis 2004. L'établissement Belfontaine est situé à Fontaine-Lès-Dijon, en périphérie de l'agglomération dijonnaise. L'EHPAD accueille jusqu'à **80 résidents en hébergement permanent** et propose 10 places en hébergement temporaire. Les usagers sont des personnes âgées en situation de dépendance.

2- Objet du marché

Le présent cahier des charges fixe les conditions particulières de la dépose des trois ascenseurs électriques existants et de l'installation des trois nouveaux ascenseurs électriques situés aux mêmes emplacements avec des caractéristiques techniques équivalentes dans l'EHPAD Belfontaine situé au 3 rue Georges BOURGOIN, 21121 Fontaine-les-Dijon.

A ce titre, le Titulaire du marché aura notamment la charge de :

- La dépose et l'évacuation de l'ensemble des anciens matériels / équipements qui ne seront pas réutilisés (machinerie comprise), et de la gestion des déchets dans le respect de la réglementation,
- L'organisation, la sécurisation, le nettoyage du chantier,
- La fourniture et la pose de tous les matériels nécessaires au changement des ascenseurs, tels qu'attendu dans le marché et dans le respect de la réglementation,
- La fourniture de la documentation nécessaire à l'exploitation et l'entretien des installations,
- La réalisation de la maintenance préventive réglementaire.

Les ascenseurs existants sont les suivants :

- Ascenseur A : 4 niveaux (Sous-sol, RDC, R+1, R+2), 630 kg, pour 8 personnes, double accès compris clé d'accès côté service;
- Ascenseur B : 3 niveaux (RDC, R+1, R+2), 630 kg, pour 8 personnes, double accès compris clé d'accès côté service;
- Ascenseur C : 4 niveaux (Sous-sol, RDC, R+1, R+2), 630 kg, pour 8 personnes, double accès compris clé d'accès côté service. L'attention du candidat est attirée sur le fait que cet ascenseur contient de l'amiante dans la machinerie monte-charge du -1 au R+2.

Le rapport amiante et plomb est annexé au présent document. Le candidat devra présenter une habilitation adaptée pour réaliser les travaux.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le choix des matières, couleurs et éléments de cabine des ascenseurs devra être réalisés en considération de l'activité de l'EHPAD. Ainsi, ils devront être adaptés à l'utilisation dans le cadre d'un EHPAD et respecter les normes et critères de bio-nettoyage de l'établissement.

Le candidat présentera le panel de finitions qu'il propose (équivalent à l'existant ou autre proposition). Le Pouvoir Adjudicateur indiquera son choix de finitions lors de la notification du marché.

L'établissement est classé ERP de type J de 4^{ème} catégorie.

Le contrat de maintenance et d'entretien complet sera établi pour une durée de 3 ans à compter de la date de mise en service des nouveaux ascenseurs.

L'ascensoriste devra impérativement se rendre sur place et avoir pris connaissance des lieux et locaux.

3 – Normes et règlements applicables

Les travaux et fournitures devront être conformes à l'ensemble des prescriptions et textes réglementaires s'appliquant à ce type d'installation, dans l'édition en vigueur à la date de signature du marché public. Cette liste n'étant pas exhaustive. Si en cours des travaux, de nouveaux textes entraient en vigueur, il pourrait éventuellement être établi un avenant correspondant aux modifications à réaliser, de façon que l'installation soit conforme aux règlements lors de la livraison du chantier.

- Directive européenne 95/16/CE ;
- Norme EN 81-21 AI de décembre 2012 – indice de classement P82-211 – règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs – partie 21 ascenseurs neufs dans les bâtiments existants ;
- Norme EN 81.1 partie 1 indice de classement NF P82 210 de novembre 1998 règle de sécurité pour la construction et d'installation d'ascenseurs électriques ;
- Arrêté du 14 juin 1969 et les circulaires concernant l'isolation phonique ;
- Décret du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques ;
- Norme NF P 20 050 règles d'échauffement des matériels électriques ;
- Norme NF C 15-100 règles concernant les installations électriques basse tension ;
- Le règlement de sécurité dans les établissements recevant du public ;
- Décret 2008-1325 du 15 décembre 2008, relatif à la sécurité des ascenseurs sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenants sur ces équipements ;
- NF EN 81-70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap
- NF EN 81-71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalismes
- NF EN 81-28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge
- NF EN 81-58 : Essais et résistance au feu des portes palières
- NF EN 81-80 : Règles pour l'amélioration de la sécurité des ascenseurs et ascenseurs de charges existants
- FD P 82-020 : Guides pour l'évaluation des serrures de portes manuelles
- FD P 82-021 : Guides pour l'évaluation des parachutes et limiteurs de vitesse
- NF EN 12385 : Câbles en acier
- NFP 82.207 : dispositif d'appel prioritaire pompier de novembre 2018

- NF EN 12015 (Compatibilité électromagnétique. Norme famille de produits pour ascenseurs, escaliers mécaniques, et trottoirs roulants. Emission).
- NF EN 12016 (Compatibilité électromagnétique. Norme famille de produits pour ascenseurs, escaliers mécaniques, et trottoirs roulants. Immunité).
- Directive 2014/33/UE
- Directive 2006/42/CE
- Décret n° 2006-555 du 17-05-2006 : relatif à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 8 Décembre 2014 modifié : fixant les dispositions prises, pour l'application des articles R111-19-7 à R111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations ouvertes au public et abrogeant l'arrêté du 21 mars 2007
- Décret n° 2008-1325 du 15 Décembre 2008 : relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des intervenants
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié : Règlement de sécurité des établissements recevant du public
- Loi 78-12 du 04.01.1978 relative à l'assurance et à la responsabilité dans le domaine de la construction (art.1792 et 2270 du code civil).
- Le code de la construction et de l'habitation.
- Le Code du travail.

Le candidat retenu devra tenir compte également des règles de l'art propre à sa profession ainsi que des textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement aux présents.

Il est toutefois précisé que certaines prescriptions du C.C.T.P. peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation.

Il reste bien entendu que l'entreprise ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le marché.

A contrario, si une obligation découlant de cette réglementation n'était pas explicitement précisée dans les pièces du marché, l'entreprise y serait soumise.

4 – Prestations attendues

Le présent marché comprend l'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages, dont :

- La dépose et l'évacuation de tout le matériel non réutilisé, machinerie comprise. Il sera également chargé du traitement des déchets engendrés. A ce titre le Titulaire précisera les modalités permettant au maître d'ouvrage de suivre la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier. Il sera privilégié des solutions de valorisations des déchets comprenant le réemploi, la réutilisation, le recyclage, la régénération ou l'utilisation en énergie de ceux-ci, qui seront présentées par le maître d'œuvre d'exécution.
- L'établissement des plans d'exécution des ouvrages, si nécessaire.
- La consignation de l'appareil sur lequel s'effectuent les travaux et toutes les protections nécessaires à chaque étage.
- La sécurisation du chantier, serrurerie comprise,
- La fourniture et pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre des ascenseurs conformément aux spécifications du présent document technique.

- La connexion au système de SSI du bâtiment, notamment pour prévoir le non arrêt des ascenseurs à un étage sinistré.
- La prise en compte des éventuels raccordements à la GTC du bâtiment lors de l'installation des nouveaux équipements,
- Le nettoyage du chantier,
- La fourniture des notices nécessaires à l'entretien de chaque nouvel ascenseur.

Chaque prestataire doit, au vu de l'installation, lister les travaux complémentaires jugés nécessaires tels que les conformités réglementaires, sécurité des usagers, fiabilité des ascenseurs, travaux de maçonnerie ou tout autre type de travaux. Ces travaux complémentaires seront décrits dans le mémoire technique du candidat. Le prix de ces travaux complémentaires sera ajouté sur le bordereau de prix et intégré dans l'offre financière du candidat.

Le prestataire ne pourra en aucun cas faire prévaloir une éventuelle omission, au présent document technique pour justifier la mise à disposition d'une installation non réglementaire à l'issue des présents travaux.

Tous travaux supplémentaires non listés seront exclusivement pris en charge par le prestataire.

Les travaux seront réalisés ascenseurs par ascenseur. Le Titulaire débutera les travaux sur l'ascenseur suivant après réalisation de la réception du premier ascenseur et suite à la réception d'un ordre de service. En tout état de cause les ascenseurs devront être réceptionnés au plus tard le 31 décembre 2026.

Dimensions

Les dimensions indiquées dans le marché sont fournies à titre indicative. L'entreprise devra réaliser ses propres relevés, avant tout commencement de prestation, afin de garantir la fourniture d'équipement adapté aux bâtiments.

4.2 – Description des équipements souhaités

Il est attendu des équipements similaires aux équipements existants suivants :

- Ascenseur A : 4 niveaux (Sous-sol, RDC, R+1, R+2), 630 kg, pour 8 personnes, double accès compris clé d'accès côté service. Cet ascenseur devra répondre aux exigences de l'article J31 de l'arrêté mis en place par l'arrêté du 19 novembre 2001.
- Ascenseur B : 3 niveaux (RDC, R+1, R+2), 630 kg, pour 8 personnes, double accès compris clé d'accès côté service;
- Ascenseur C : 4 niveaux (Sous-sol, RDC, R+1, R+2), 630 kg, pour 8 personnes, double accès compris clé d'accès côté service. L'attention du candidat est attirée sur le fait que cet ascenseur contient de l'amiante dans la machinerie monte-charge du -1 au R+2.

Les ascenseurs devront également disposer de l'ensemble des équipements imposés par la réglementation, notamment en terme d'accessibilité et de sécurité.

4.3 - Accessibilité aux personnes à mobilité réduite des installations

Les installations devront également répondre aux réglementations relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduites, à savoir :

- Indications sonores signalant les différents déplacements
- Indications visuelles à l'intérieur de la cabine et sur chaque palier
- Indications tactiles sur l'ensemble des ascenseurs au niveau des boutons d'appels et tout autre système pouvant faciliter l'accessibilité aux personnes handicapées

5 – Travaux en site occupé

Les travaux se dérouleront dans un site en fonctionnement. Le prestataire devra en tenir compte et prévoir toutes les protections nécessaires, notamment pour la poussière et le bruit excessif. Les différentes circulations nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement devront être maintenues durant la totalité des travaux. L'entreprise choisie devra respecter les horaires de bureau, soit 8h-18h, pour travailler et ne pas interférer dans la vie des résidents, avec une vigilance accrue lors des horaires de repas des résidents, à savoir 12h-13h30. Toutes demandes exceptionnelles du prestataire devront être faites au responsable technique de l'établissement qui en avisera la direction.

Le phasage de remplacement des trois ascenseurs se déroulera ascenseurs par ascenseurs, afin de permettre la conservation d'utilisation des dites installations.

Zone de stockage :

L'attention du candidat est attirée sur le fait que l'EHPAD de Belfontaine ne dispose d'aucun espace dans le bâtiment pouvant être mis à disposition pour la réalisation des travaux. Il n'y aura donc pas la possibilité de stocker dans le bâtiment, au-delà de la zone de travaux (cage d'ascenseur + zone de machinerie), dans laquelle il sera possible de stocker le matériel nécessaire aux travaux, ainsi que l'ascenseur à installer. Il devra prendre en compte de ces contraintes pour l'organisation des travaux, et prendra les mesures nécessaires pour y adapter ses prestations.

6 – Organisation du chantier de remplacement des ascenseurs

6.1 – Disposition générale

Le prestataire aura la charge totale de l'organisation du chantier et la coordination de l'ensemble des prestations relevant de sa compétence mais aussi de celles de ses sous-traitants éventuels. Il devra, en outre, prévenir le responsable technique du site et le maître d'œuvre en cas de problèmes divers qui pourrait interférer dans la bonne marche de l'établissement.

6.2 – Sécurité lors des travaux

Le candidat retenu installera et entretiendra, pendant toute la durée des travaux, les dispositifs de sécurité de leur personnel travaillant sur le chantier, tel qu'ils en ont l'obligation dans la réglementation en vigueur. Ils devront se renseigner auprès du maître d'ouvrage, sur le ou les itinéraires à emprunter afin d'assurer l'approvisionnement en matériels et matériaux.

Le personnel de l'entreprise satisfera ses besoins en électricité en utilisant les réseaux existants du bâtiment. Il installera, si besoin, les coffrets de chantier qui lui seront nécessaires afin d'assurer la distribution électrique et l'éclairage de ses zones d'interventions. Les coffrets et les rallonges seront sous la responsabilité des titulaires notamment en ce qui concerne les protections (calibrage des différentiels, etc...)

Le chantier sera soumis aux dispositions de la loi n° 93-1417 du 31 décembre 1993 portant modification des dispositions du Code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

Pour rappel, les travaux devront être réalisés dans les locaux d'un EHPAD en fonctionnement. A ce titre, le candidat devra prendre les mesures nécessaires d'hygiène et de sécurité spécifiques aux EHPAD. Il devra notamment prendre des mesures pour limiter l'impact des travaux sur la qualité de l'air dans l'établissement. De plus il devra se soumettre aux règles sanitaires de l'établissement. Ces mesures de sécurité devront être incluses dans le plan de prévention qui doit être proposé avant la réalisation des travaux.

6.3 – Dépense à prévoir

Il n'est pas prévu de compte de dépenses dans la mesure où le maître d'ouvrage prend à sa charge les consommations et besoins courants de l'entreprise intervenante sur le site (eau et électricité).

En revanche, tous les nettoyages pendant le déroulement des travaux et pour la réception définitive de l'ouvrage sont à la charge exclusive de la société titulaire du marché.

L'entreprise aura à sa charge tous les dispositifs et équipements indispensables pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public et à proximité des gaines d'ascenseurs, sur chaque palier et devant la machinerie existante à l'intérieur du bâtiment.

6.4 – Horaires, nuisances et sécurité incendie

L'attention du candidat retenu est attirée sur la nécessité absolue de réduire au maximum les nuisances. Les travaux bruyants seront planifiés avec le responsable technique du site et devront être planifiés en dehors des temps de repas à savoir 12h-13h30. Toutes demandes exceptionnelles du prestataire devront être faites au responsable technique de l'établissement qui en avisera la direction.

Toute opération pouvant entraîner des risques d'incendie ne peut être entreprise qu'après délivrance par le service compétent d'un permis feu.

Après chaque intervention, dite à risque, le responsable technique du site vérifiera que toute dangerosité soit écartée.

Au préalable, le responsable technique interviendra sur la centrale incendie pour éviter tout départ intempestif de celle-ci et occasionner une gêne conséquente.

En tout état de cause, les techniciens extérieurs devront se manifester auprès du responsable technique et du maître d'œuvre s'ils rencontrent un problème.

6.5 – Habilitation du personnel

Le personnel intervenant dans le cadre des travaux attendus au marché devra impérativement présenter les habilitations suivantes :

- Habilitation électrique, pour le personnel exécutant et le personnel encadrant, particulièrement le conducteur des travaux,
- Habilitation SS4 (le cas échéant).

Le candidat devra fournir la copie conforme des habilitations et attestation dans son offre.

6.6 – Zone de stockage

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le Pouvoir Adjudicateur n'est pas en mesure de fournir un local de stockage dans le bâtiment destinataire du présent lot. Seules des zones situées à l'extérieure des bâtiments pourront être proposées, après validation des parties.

De ce fait, ils seront responsables de la mise en place des zones de stockages qu'ils jugent nécessaires, ou devront organiser la livraison des matériels en prenant en compte l'absence de zone de stockage dans le bâtiment.

De même l'établissement n'est pas en mesure d'assurer la mise à disposition d'un espace dédié aux agents du Titulaire. Ils pourront néanmoins utiliser les sanitaires à proximité des zones de chantier ou ceux indiqués par le responsable de l'établissement.

6.7 – Responsabilité du Titulaire

A ce titre, le titulaire demeure seul responsable des matériels, équipements, outillages et approvisionnements qu'il entrepose ou utilise pour l'exécution du présent marché, que ces biens soient stockés :

- à l'intérieur des bâtiments du maître d'ouvrage,
- ou à l'extérieur, sur les aires de chantier, zones de stockage ou tout autre emplacement mis à sa disposition.

Le maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des pertes, vols, détériorations, incendies ou dommages de toute nature survenus à ces biens, quelle qu'en soit la cause, même si les emplacements ont été mis à disposition par lui.

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires pour assurer la garde, la sécurité et l'assurance de ces matériels et approvisionnements pendant toute la durée du chantier.

Il supporte également les conséquences de tout dommage causé par ces biens aux tiers ou aux ouvrages.

7 – Essais et réception des installations

Avant les opérations de réception, le titulaire devra vérifier et s'assurer que tous les éléments, qui auront fait l'objet des travaux identifiés dans le présent CCTP, assurent leur fonction conformément aux normes et règlements en vigueur.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais seront à la charge du titulaire du marché de travaux. Les essais seront effectués en présence du Responsable maintenance sécurité régional et du bureau de contrôle mandaté par l'établissement.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais seront à la charge du titulaire du marché des travaux.

Si les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, le titulaire est tenu d'effectuer toutes les mises au point nécessaires dans le délai fixé par ledit contrat.

La mise en service de chaque appareil est précédé d'une réception partielle comportant au moins le constat contradictoire de parfait fonctionnement de l'équipement. A ce titre, un état des lieux contradictoire sera établi.

Cette réception partielle, est sans influence sur la date d'effet du délai de garantie qui ne prendra effet qu'à la date de réception définitive, mais révèle les travaux non conformes.

La réception définitive sera effective lorsque le procès-verbal de réception sera réputé sans réserve et après validation du résultat du contrôle technique effectué par un bureau de contrôle mandaté par le maître d'ouvrage.

8 – Documents conformes à l'exécution

Après achèvement des travaux, la société est tenue de livrer un dossier technique complet comportant :

- Les consignes et instructions nécessaires à l'entretien de l'appareil et particulièrement pour la sécurité,
- Les différentes notices de l'ascenseur,
- Une attestation conforme à la réglementation en vigueur,
- D.O.E. (dossier des ouvrages exécutés)

Une étude de sécurité selon les dispositions réglementaires en vigueur, juste après l'achèvement des ouvrages devra être réalisée. Le résultat de cette étude sera intégré au D.O.E.

Tous les documents énumérés ci-dessus seront dressés par le prestataire, à sa charge, conformément aux travaux réellement exécutés. Ils seront remis en sous format dématérialisé sur clé USB au maître d'œuvre dans les 15 jours suivants la réception définitive de l'installation.

9 – Condition de garantie des installations

9.1 – Garantie

L'entreprise ayant procédé à l'ouvrage garantira la réalisation de ses travaux suivant les spécifications techniques du présent cahier des charges et les règles de l'art propres à ses activités.

La période de garantie pourra être prolongée tant que les essais de marche normale de puissance et de rendement n'auront pas donné satisfaction et toutes les prescriptions des documents contractuels n'auront pas été observées.

9.2 – Garantie du matériel

L'ensemble du matériel fourni par l'entreprise devra être garanti contre tous vices de construction pendant une durée de deux ans, à dater de la réception définitive de l'installation. Cette garantie ne pourra s'appliquer aux conséquences de l'usure normale, ni à celles résultant d'une mauvaise utilisation par un tiers.

La garantie couvrira les pièces et la disponibilité de pièces de rechange.

9.3 – Garantie de parfait achèvement

L'installation sera garantie en bon état et contre tous désordres pendant une durée d'un an, à compter de sa mise en service définitive.

Au cours de cette période, le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à toutes nouvelles séries d'essais. En conséquence, l'entreprise sera tenue, quelle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Dans le mois précédent la fin de la garantie de parfaite achèvement, l'entreprise titulaire du marché de travaux prévoira un audit de l'installation de manière à dresser un constat de l'état global de l'appareil. La longueur des câbles de traction sera ajustée en cas de nécessité.

Les travaux réalisés par le titulaire seront garantis une année au titre de la GPA, à compter de la date d'effet de la réception définitive et sans réserve de l'installation. Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

9.4 – Garantie de bon fonctionnement

L'installation sera garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans, à compter de sa mise en service définitive. Au cours de cette période, l'entreprise sera tenue, quelle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

10 – Délai de livraison et planning d'exécution des installations

Les candidats, au marché, préciseront les délais d'approvisionnement et de réalisation des travaux. Ils réaliseront une proposition de planning visualisant la programmation des travaux par phase en indiquant le nombre de personnels prévus ainsi que leurs qualifications.

Les travaux se dérouleront pendant l'exploitation normale de tous les services. Il est demandé de prévoir un planning par ascenseur et de ne procéder au remplacement de l'ascenseur suivant qu'après réception du précédent.

11 – Entretien maintenance des installations

11.1 – Maintenance préventive

Les opérations de maintenance préventive réglementaire (toutes les 6 semaines) des appareils seront réalisées conformément au programme de maintenance prescrit par l'ascensoriste pour répondre aux prescriptions du code la construction et de l'habitation. Elles sont réalisées pour réduire les risques de pannes ou de mauvais fonctionnement du matériel et à maintenir les performances des matériels objets du présent marché. La maintenance sera réalisée pendant la durée de garantie des équipements installés. Les prestations de maintenance prendront donc fin à la fin de la durée de garantie proposée par le Titulaire.

Le Titulaire fournira un plan d'entretien contenant les dates prévisionnelles de visite de maintenance au début du marché et lors de toute modification. Ce planning devra être transmis au plus tard au plus tard 30 jours après la réception de chaque ascenseur.

Le personnel du Titulaire devra se présenter à la personne / au service désigné par l'établissement avant chaque intervention, et fournir un bon d'intervention à l'établissement après chaque intervention.

Rapport annuel d'activité :

Le Titulaire fournira un rapport annuel d'activité, transmis avant le 15 janvier de chaque année, comportant les points suivants :

- Inventaire mis à jour du matériel en place ;
- Bilan des interventions (nombre de pannes, d'interventions d'évacuation d'usager bloqué et de
- Dépannage, date, durée et nature des interventions, durée d'indisponibilité) ;
- Date et nature des travaux effectués dans le cadre des visites d'entretien ;
- Informations générales sur les aspects sécurité, dégradations, accès, interlocuteurs du Titulaire ;
- L'état des installations et propositions d'amélioration chiffrée (devis détaillé).

Carnet d'entretien :

Un carnet d'entretien par ascenseur objet du présent marché sera prévu et tenu à jour à chaque intervention en indiquant le nom de l'intervenant, la date, l'heure d'arrivée et de départ, l'objet de la visite et la signature.

Sécurité, usure, vétusté, obsolescence :

Le Titulaire se doit d'informer le maître d'ouvrage quant aux éventuelles non-conformités rencontrées sur les ascenseurs ou toute anomalie susceptible de générer une incidence sur la sécurité des ascenseurs ou leur fonctionnement. Un courriel sera transmis dans les 24 heures suivant le constat contenant le devis nécessaire au traitement du désordre.

Réunions :

Une réunion trimestrielle sera organisée par le Maître d'ouvrage ou son représentant. Le Titulaire aura à sa charge la préparation de la réunion. Il devra être présent à la réunion et rédiger le compte rendu sous 48 heures.

Assistance :

Le Titulaire aura également un rôle d'assistance pour l'accompagnement des contrôles périodiques ou tout autres point jugé nécessaire par le Pouvoir Adjudicateur. La présence d'un représentant de l'entreprise titulaire lors de la visite de contrôle réglementaire annuel (VGP) ou quinquennal fera également parti de la prestation.

En outre, elle devra intervenir sous 1 heure pour le déblocage des personnes dans la cabine en cas de panne et le plus rapidement possible pour les autres défauts sachant que les établissements sont des établissements sanitaires et médico-social.

Dans le cas où le prestataire n'est pas en mesure de respecter le délai de 1 heure d'intervention pour le déblocage des personnes, le Titulaire s'engage à demander à ses frais l'intervention des pompiers pour le déblocage des personnes dans les plus brefs délais.

Avant toute intervention, qu'elles soient curatives ou préventives, le technicien de la société devra obligatoirement passer par le service technique des deux établissements bénéficiaires du présent marché pour signaler sa présence et signer le registre de sécurité.

11.2 – Délais d'intervention

Le candidat devra respecter à minima les délais et horaires d'interventions suivants :

	Entretien	Evacuation usager bloqué
Jours	7j/7, jours fériés compris	
Horaires	De 08h à 18h	24h24
Délais d'intervention souhaité		1 heure

On entend par délai d'intervention, le délai entre la réception de l'appel et l'arrivée sur site de l'équipe du Titulaire.

On entend par délai de dépannage, le délai de remise en service de l'installation ou traitement du défaut à compter de la présence sur site du Titulaire.

Dans le cas où le prestataire n'est pas en mesure de respecter le délai de 1 heure d'intervention pour le déblocage des personnes, le Titulaire s'engage à demander à ses frais l'intervention des pompiers pour le déblocage des personnes dans les plus brefs délais.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que les usagers de l'établissement sont des personnes fragiles en situation de handicap, ce qui justifie le délai d'intervention.